



MARA LOUVAIN

SUISSE

Forum du sans abrisme à Lausanne

Karine Clerc

Le collectif 43m², l'Observatoire des précarités de la HETSL, la HETS-FR et le centre socio-culturel Pôle Sud ont réuni différents.e.s acteur.rice.s (scientifiques, associatifs, travailleur.euse.s sociales et personnes concernées) pour faire dialoguer les savoirs autour du sans-abrisme, lui donner une visibilité et croiser les regards sur un phénomène qui révèle les angles morts d'un système social, économique et migratoire.

En 2015 déjà, l'absence de logement avait donné lieu à des manifestations publiques dans différents lieux du grand Lausanne. Débordés par les demandes, les hébergements d'urgence devaient refuser chaque soir des dizaines de personnes. Les jardins du Sleep in ont été occupés,

ce qui avait déclenché différentes réactions, oscillant entre préoccupation pour une détresse grandissante et tendance à criminaliser les personnes et les mouvements qui les défendent. Un collectif s'était formé, le collectif Jean Dutoit (encore actif, avec 60 membres), demandant une prise en considération des personnes forcées de vivre dans la rue. Depuis, le nombre de personnes sans logement n'a cessé de croître. Les expulsions sont toujours plus nombreuses, révélant que le logement n'est plus un droit, mais un bien marchand, parmi d'autres. Alors que dans la plupart des pays européens, la recherche sur le sans-abrisme et l'exclusion de logement s'est développée, elle est très récente en Suisse romande. Le résultat de cette absence est la tendance à

attribuer les causes du sans-abrisme aux individus, à des ruptures dans les trajectoires individuelles. Pourtant, si des perspectives durables doivent être trouvées, il faut porter le regard au-delà des parcours individuels. Il importe surtout d'analyser les politiques associées à ces existences dépourvues de droits et de reconnaissance sociale.

Modèle finlandais

Plusieurs recherches ont pu être présentées lors de ce Forum, montrant les stratégies que doivent adopter les personnes qui se trouvent sans logement pour se mettre à l'abri, mais aussi, les politiques que certains Etats ont déployées pour y mettre un terme. La Finlande, par exemple, a mis cette politique en priorité dans son agenda,

en s'engageant à éradiquer le sans-abrisme d'ici à 2027, grâce à des mesures ciblées sur les populations concernées et à des mesures préventives, portées par un large consensus politique. Outre les bénéficiaires humains, ces mesures ont également permis de faire des économies, par l'évitement d'expulsions et parce que les locataires sont en meilleure santé et ont moins recours aux aides sociales¹.

Le Forum a également montré la tendance à criminaliser le phénomène, dans son existence et ses diverses expressions dans l'espace public, tendance produite par le refus de voir ou l'incapacité à gérer une impuissance par les autorités en place. Car le sans-abrisme se fabrique ailleurs; à travers des lois migratoires trop restrictives, des systèmes économiques générateurs d'emplois précaires (non reconnus pour accéder à un logement par exemple), une violence contre les femmes qui «sortent du cadre» et une approche sécuritaire qui prétend faire place nette sans apporter de solution durable. Une politique d'accueil visant à comprendre et à transmettre les constats et préoccupations aux instances supérieures favoriserait un partenariat entre les acteurs de terrain et les instances politiques.

A l'image des politiques migratoires, qui servent souvent de terrain d'expérimentation pour la réduction des droits sociaux, tendance qui peut ensuite s'étendre aux citoyens nationaux, le sans-abrisme révèle des zones de non-droit alarmantes. Son existence découle d'orientations politiques et sa criminalisation est le symptôme d'une démocratie à géométrie variable dans laquelle certaines personnes seraient plus ou moins légitimes de participer à la société. On peut voir cela notamment en Hongrie ou au Danemark, où les personnes sans logement peuvent se retrouver en prison, institutions bien plus coûteuses que des hébergements et des solutions intégrant. Les personnes concernées, dont certaines étaient également présentes lors du Forum, ont pu décrire les effets d'un glissement vers cette zone, d'où il est très difficile de sortir et dont les effets

destructeurs marquent durablement tant les personnes elles-mêmes que leur entourage.

Il apparaît que les collectivités publiques qui mettent cela en priorité dans leur agenda politique sont rares, et que souvent, elles ont peu d'outils pour créer et permettre un accès inconditionnel au logement. Cela peut donner lieu à des discours et des pratiques contradictoires, comme en France, où, selon un intervenant, deux options sont prises pour répondre au problème public du sans-abrisme. D'une part, une volonté de rendre égale l'offre et la demande en faisant de l'hébergement un droit humain. D'autre part, réduire la demande (éviter l'appel d'air) en opérant un cantonnement qualitatif (pratiques de déconfort, en réduisant la qualité de l'offre) et quantitatif (sous-dimensionnement des dispositifs). A noter que lors des controverses politiques, où s'affrontent des récits et des visions différentes, certains acteurs clé demeurent invisibles: notamment les acteurs immobiliers, les gestionnaires et les propriétaires d'un territoire excessivement soumis à la spéculation. Pour une mise en œuvre durable et ambitieuse, il faudra aussi visibiliser le rôle que jouent ces acteurs face aux problèmes de logement.

Sans chez-soirisme, plutôt que sans-abrisme

Un invité s'est fait remarquer, lors du Forum: le syndicat des I.M.M.E.N.S.E.S (acronyme signifiant Individu dans une Merde Matérielle Enorme mais Non sans ExigenceS). Pour ce syndicat, fondé à Bruxelles en 2019, parler de sans-abrisme est une erreur: il ne suffit pas d'un abri pour avoir une vie digne, mais il faut un chez-soi, d'où on peut se projeter, construire sa vie, et se reposer vraiment. Pour eux, les personnes à la rue sont victimes de «sans-chez-soirisme». Le sans chez-soirisme n'est pas une fatalité pour ces militant.e.s qui se réunissent tous les lundis soir, sans exception.

La persistance est le produit de quatre piliers que sont le hiérarchisme (toutes les vies humaines n'ont pas la même valeur), le désuniversalisme (le deux poids, deux mesures: à situation égale, traitement différent),

l'allomorphisme (mise en place pour les sans-chez-soi de dispositifs auxquels les concepteurs ne recourraient jamais) et la nécropolitique (punir les sans-chez-soi d'être encore vivants en rendant leur vie impossible).

Le sans-abrisme révèle des zones de non-droit alarmantes d'une démocratie à géométrie variable

Ce syndicat défend un juste usage des mots et des causes: pour eux, ces problèmes ne sont pas un problème «social santé» comme on nous le fait penser, mais bien un problème d'accès au logement. Pour eux, lorsque l'Etat doit trouver des solutions, comme avec l'accueil des réfugiés, il en trouve. Il est possible de solutionner le sans chez-soirisme. Et pour cela, il faut changer de regard sur les personnes concernées. (voir <https://syndicatdesimmenses.be/>)

Le Forum était aussi une occasion d'évoquer la situation des femmes en itinérance et leur lutte pour se soustraire aux étiquettes qui les enferment, la cartographie des lieux solidaires, les moyens de prévenir les expulsions ou encore, la *city card*, visant à permettre aux personnes sans statut d'avoir un ancrage et une reconnaissance.

Cet événement était une fenêtre sur un problème qui ne doit pas devenir public uniquement lorsqu'il bouscule l'agenda politique. Dans la continuité d'événements, d'occupations, d'expériences diverses, il était aussi un espace d'expression des nombreuses solidarités et créativité portées par les professionnel.le.s, les militant.e.s et les scientifiques, et quelques politiques, soucieux.se.s de travailler ensemble. ■

www.hetsl.ch/evenements/detail/evenement/forum-du-sans-abrisme

¹ www.sdg16.plus/fr/policies/politique-du-logement-dabord-finlande, consulté le 14 février 25